



N° Vert 80 00 88 88

Ne vous faites pas complices des crimes économiques, dénoncez toute fraude ou corruption dans les marchés publics !

FTF/Championnat D1 à 16 et D2 à 20



Népotisme et clientélisme au grand jour dans le football togolais P6

WATRAA

Les Vainqueurs

Hebdomadaire Togoais d'Informations et d'Analyses 02 Novembre 2017 N° 166 - Prix 250 F CF

Prolifération des pôles de décisions

UNIR à l'heure de changement de méthodes P3

Pour des marches pacifiques au Togo

Une batterie de nouvelles recommandations dévoilée P4

Réorganisation du parti UNIR



Un signal fort pour l'opposition togolaise P5

Fête de la Toussaint



Un business fructueux autour des morts P75

Congrès statutaire du parti Union pour la République



Et enfin ! Un nouveau départ... P3

La CENI a un nouveau bureau exécutif



Prof. Kodjona Kadanga, aux commandes P2

La CENI a un nouveau bureau exécutif Prof. Kodjona Kadanga, aux commandes

Le professeur Kodjona Kadanga a été porté mardi à la tête de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), chargée d'organiser les prochaines élections.

Le règlement intérieur de l'institution a également été adopté par les 13 membres présents à cette rencontre. Ce bureau est composé de quatre membres (président, vice-président et deux rapporteurs).

Selon le nouveau président, «la CENI s'emploiera sans relâche à conduire les opérations référendaires et électorales dont elle a la charge, dans le respect des dispositions en vigueur notamment celles de la constitution et du code électoral».

«Notre institution saura



gagner la confiance des uns et des autres à travers notre professionnalisme. C'est pourquoi j'en appelle à l'engagement de toutes et de tous, pour la consolidation des acquis démocratiques irrévocables de notre pays», a souligné le Prof Kadanga qui siège à la

CENI pour le compte de la société civile.

Le vice-président de la CENI Me Jean Claude Homawoo a pour sa part invité les membres absents à rejoindre le groupe pour qu'ils puissent ensemble, effectuer la tâche qui leur a été confiée.

«Le rôle d'une commission électorale, c'est d'organiser et de superviser tous les processus électoraux et référendaires pour permettre aux citoyens togolais de pouvoir exprimer leurs opinions et de pouvoir faire leurs choix ...», a déclaré Me Homawoo.

«Le message à l'endroit des autres collègues, c'est de venir vite pour qu'on fasse notre travail qui est de représenter toutes les catégories de citoyens togolais au sein de la CENI», a-t-il ajouté. Précisons que la CENI est composée de 17 membres. Les quatre sièges à pourvoir, doivent être occupés par l'opposition parlementaire.

Voici la liste des quatre membres du bureau exécutif de la CENI

- 1- Président : Prof. Kodjona Kadanga
- 2- Vice-président : Me Fiagadzi Atsu Yao Jean Claude Homawoo
- 3- 1er rapporteur : M. Ouro-Bossi Tchacondoh
- 4- 2^e rapporteur : M. Bikpéta Anakoma. *FIN*

La Rédaction

3^{ème} revue annuelle de l'UEMOA 81% des réformes effectuées

La troisième revue annuelle des réformes, politiques, projets et programmes de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est déroulée le 30 octobre dernier à Lomé. Il s'est agi pour la commission de l'UEMOA de passer en revue avec le gouvernement togolais, l'état de mise en œuvre des projets et pro-

grammes communautaires au Togo.

Cette rencontre a été marquée par la présence du représentant résident de l'UEMOA au Togo Yamadou Keita et pour lui, après les deux éditions de la revue réalisée en 2014 et 2015, celle de 2016 a été reportée afin d'apporter des éléments d'amélioration et de pérennisation de



l'exercice. Cette revue permettra selon le représentant Yamadou de

relever les résultats atteints et les difficultés auxquelles les Etats

membres sont confrontés afin que des solutions idoines soient apportées dans le but d'améliorer la compétitivité des économies et leur potentiel de croissance économique.

C'est le directeur de Cabinet représentant le ministre de l'économie et des finances qui a ouvert les travaux de cette rencontre. Pour ce dernier,

Suite à la p 5

Siège : Derrière EPP Kélégougan
Tél : 90-02-52-45 / 22-61-13-06
E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
c/s Casier N° 087. 13 BP152
LOME-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Michel Yao TCHADJA
(alias Ezi Akoma)
Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Pamphile S. NUMENYA

RÉDACTION

EZI Akoma

Achile

A. Fic

Jack Nukunu

Hubertine Akoui

Séna Le Libre Penseur

INFOPHOTOGRAPHE

Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE

La Colombe

Tirage : 3.000 Exemplaires

Récépissé N° 0471/29/05/13/HAAC

**Annonces et pubs :
appelez le 90- 02- 52- 45**

*Retrouvez
votre Journal*

W ARAA
Les Vainqueurs

*chaque jeudi
dans les kiosques*

Numéros Utiles

CHU Tokoin :	22-21-25-01
CHU Campus :	22-25-77-68
	22-25-47-39
	22-25-78-08
Commissariat Central :	22-21-28-71
Sûreté Nationale :	22-22-21-21
Pompiers :	118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance)	172 ou 22-22-21-39
Police secours	117

Congrès statutaire du parti Union pour la République Et enfin ! Un nouveau départ...

Le parti au pouvoir, Union pour la République (UNIR) a enfin tenu son congrès statutaire les 28 et 29 octobre derniers sur le stade Dr Kaolo à Tsévié. Depuis 5 ans que ce parti a vu le jour, il n'a fonctionné qu'avec des instances provisoires. Plusieurs tentatives d'organisation du congrès statutaire du parti n'ont jamais abouti. Finalement, le parti a réussi à relever le défi qui consistait à mettre en place un bureau national digne de ce nom. Cet événement important et historique pour le parti bleu et blanc a mobilisé plus de 2000 délégués venus de tous les coins du pays et de la diaspora.

Axé sur le thème « Unir nos énergies pour un développement harmonieux du pays », ce congrès a été ouvert par le Chef de l'Etat et président fondateur du parti UNIR, Faure



Gnassingbé. Depuis 5 ans déjà, le parti a réussi à remporter toutes les élections organisées au Togo. « Nous avons suffisamment démontré que nous sommes forts, nous sommes sereins, nous sommes optimistes. », a indiqué Faure Gnassingbé dans son discours. « Nous avons la chance, nous avons l'honneur d'être responsables des institutions les plus importantes de notre pays. Le peuple nous a donné la présidence et il nous a donné une majorité à l'assemblée nationale », s'est-il réjoui. Il faut relever que le congrès de ce parti s'est déroulé au

moment où le pays traverse une crise politique liée aux manifestations de la coalition de l'opposition. Depuis le début de cette crise, le chef de l'Etat n'a fait aucune sortie médiatique pour faire entendre son point de vue. Mais au cours des assises des 28 et 29 octobre, il a précisé qu'une bonne partie des solutions aux problèmes de la nation se trouve dans UNIR. A l'issue du congrès, UNIR s'est doté d'un bureau national dirigé par le président fondateur. Les autres membres sont Atcholé Aklessou, Secrétaire Exécutif ; Tsegan Yawa Dzibodi.

Pour rapprocher la gestion du parti des militants, UNIR s'est alors doté d'un vice-président pour chaque région. Ibrahima Mémounatou est alors la Vice-présidente du Grand Lomé Agoé, Adédzé Kodzo est le vice-président région maritime, les régions des plateaux, centrale et savanes ont respectivement pour vice-président Ihou Komi, Atcha Dedji Affoh et Bagbiegue Tahirou. Le congrès a laissé le soin au président fondateur de choisir lui-même le vice-président de Lomé et celui de la région Kara. La composition du nouveau bureau est faite en

majeur partie des militants très connus du public sur le plan politique. Ce nouveau profil des membres du bureau montre que le Chef de l'Etat veut réellement donner un nouveau souffle à sa formation politique. En réalité, son parti se prépare pour trois élections notamment, les législatives, les locales et le référendum. Il se dote alors d'une équipe pour remobiliser les militants un peu secoués par l'actualité politique. Ce nouveau bureau réussira-t-il à relever le défi ? Wait and see.

Jack NUKUNU

Prolifération des pôles de décisions UNIR à l'heure de changement de méthodes

Suite au congrès statutaire, le parti UNIR vient de se doter d'un bureau national qui vient remplacer le bureau provisoire et les points focaux qui ont travaillé pendant 5 ans. A entendre certains militants et des populations à la base, le bureau provisoire était inefficace. Mais force est de constater que ce bureau n'avait vraiment pas la latitude de prendre des décisions et de mener des actions qu'il juge important pour l'avancement du parti. En effet, il y avait au sein du parti des militants

plus puissants que les dirigeants du parti. Les décisions se prenaient alors ailleurs, et partout à l'insu du bureau provisoire qui finalement ne jouait que le rôle de décor. Même si on critique l'ancien bureau pour son inefficacité, il faut reconnaître qu'il n'avait vraiment pas eu la liberté de diriger comme il le fallait. Avec la mise en place du bureau national on se demande alors si UNIR va-t-il enfin le laisser faire son travail ? L'année 2018 est une année électorale pour



notre pays. Tous les partis s'activent alors pour ratisser large aux élections législatives et locales et au référendum. Actuellement, l'opposition lutte pour obtenir le scrutin à deux tours. Si cette revendication est acquise, UNIR devra réfléchir sérieusement sur les personnes à positionner pour avoir le maximum de places au parlement. De par les années précédentes, UNIR a pris l'habitude d'imposer à sa base des

responsables qu'il juge efficaces. Et pourtant certains cadres sont vomis par leur base. Si le scrutin à deux tours est alors validé, le pouvoir doit arrêter d'imposer des candidats qui pourront être préjudiciables au parti. Il doit plutôt tenir compte de la personnalité des candidats qu'il veut positionner. C'est à ce prix qu'il pourra se tailler une part belle à l'heure où certains militants sont déçus par la gestion approximative du parti par leurs responsables et cadres locaux.

La Rédaction

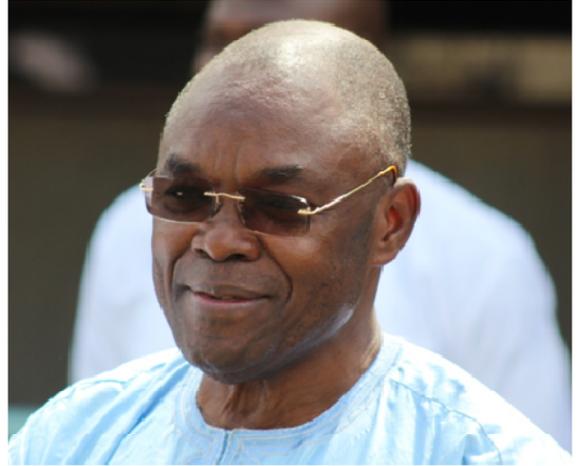
Pour des marches pacifiques au Togo Une batterie de nouvelles recommandations dévoilée

Plusieurs recommandations ont été rendues publiques mardi à l'issue d'une séance qui a regroupé représentants des partis politiques et membres du gouvernement, rencontre boycottée par la coalition de l'opposition qui manifeste depuis plus de deux mois. Objectif principal de cette rencontre, faire en sorte que les prochaines manifestations se déroulent de façon pacifique et sans incident, souligne un communiqué rendu public mardi soir. Au total 6 recommandations ont été retenues par les participants à cette rencontre dont le respect scrupuleux de l'itinéraire (du point de départ au point de chute recommandé) et des dispositions de la loi fixant les conditions d'exercice de la liberté de réunions et de manifestations pacifiques publiques. Les forces de l'ordre sont invitées à demeurer professionnelles et patientes au cours de l'encadrement des manifestations. Des observateurs des manifestations seront désignés pour le suivi des dites manifestations de la façon suivante : une équipe relevant des organisateurs, une équipe rele-



vant des services de sécurité, une équipe relevant des organisations de défense des droits de l'homme et de la société civile. Il est demandé aux organisateurs des manifestations, de lancer des appels à l'endroit des manifestants pour qu'ils observent au cours des marches, la non-violence, qu'ils évitent de provoquer les forces de l'ordre, requises pour l'encadrement des marches. Les participants à la rencontre ont souhaité une collaboration entre les forces de l'ordre et les éléments de services d'ordre relevant des partis politi-

ques organisateurs. «Tous les partis politiques sont invités à se conformer à ces recommandations issues des lois en vigueur pour permettre aux manifestations de se dérouler librement et pacifiquement», précise le communiqué signé des ministres de l'administration territoriale et de la sécurité. Le Togo est plongé dans une crise depuis plus de deux mois, suite au déclenchement des manifestations (dont certaines ont été violentes) par une coalition de 14 partis politiques de l'opposition, qui exige notamment le «retour» à la constitution de 1992 et le



vote des togolais de la diaspora. Certains demandent également le départ du président Faure Gnassingbé. Les manifestations ont déjà fait seize morts (dont deux militaires lynchés), plusieurs blessés et d'importants dégâts matériels. Les Etats-Unis, la France, la Francophonie, la CEDEAO et l'Union africaine ont appelé le pouvoir et l'opposi-

tion au «dialogue». Le groupe des ambassadeurs et chefs de missions diplomatiques et consulaires africains accrédités au Togo, a appelé ce mardi, le pouvoir et l'opposition au «dialogue». Rappelons que l'opposition a appelé à de nouvelles manifestations les 7, 8 et 9.

Waraa/Savoirnews

A VENDRE
Des lots de terrain en vente situés au coeur de la ville de Lomé précisément à LOMEGAN.
Démarcheurs exclus
Prix : très intéressant
Contact : 92-81-62-58 / 98-02-89-41

A partir du 1^{er} janvier 2016

EXIGEZ LA QUITTANCE SÉCURISÉE POUR PLUS DE TRANSPARENCE DANS LA COLLECTE MANUELLE DES RECETTES DE L'ETAT

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

En attente d'un dialogue

Les extrémistes de tout bord doivent éviter les surenchères inopportunes

La crise que connaît le Togo depuis le 19 août dernier, date du déclenchement de la vague des violentes manifestations de rues, connaîtra son épilogue à coup sûr autour d'une table de négociation. Toute autre issue ne fera que reporter le dénouement consensuel de cette crise qui n'a que trop duré. Les durs des deux bords ne rêvent que d'en découdre les uns avec les autres. Chacun ne voulant qu'écraser l'autre pour l'hégémonie de son camp. C'est du moins le constat d'un observateur de la scène politique togolaise, au regard des discours bellicieux et des violences entretenues par les extrémistes des deux bords.

Des initiatives de dialogue tous azimuts

La crise qui secoue notre pays interpelle au plus haut les leaders africains. C'est ainsi que le Président de l'Union Africaine (UA), le guinéen Alpha Condé a lancé depuis un appel au dialogue aux deux parties et a invité expressément l'opposition à plus de sagesse et de retenue pour une issue heureuse des soubresauts de l'actualité politique du Togo. Les missions de bons offices menées par le ghanéen Mohamed Ibn Chambas, le Représentant des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, celle du président de la Commission de la CEDEAO, le béninois Marcel Alain De Souza dès le début de la crise avaient pour but de rapprocher les points de vue du pouvoir et de l'opposition. Mais elles semblent rester vaines et sans résonance. Aujourd'hui, les discrètes

médiations du Président Alassane OUITARA de la Côte-d'Ivoire et surtout celle du Président Patrice TALON du Bénin laissent entrevoir un possible dialogue entre les protagonistes de cette crise politique au Togo.

La bonne foi et la main tendue du pouvoir

Après les violentes manifestations des 6 et 7 octobre 2017 le gouvernement, ayant pris la mesure de la chose et la gravité des menaces que représentaient les manifestations en semaine, avait interdit ces marches. L'interdiction vient d'être levée. Cette mesure du gouvernement est une marque de sa volonté de décrier l'atmosphère politique et de permettre à l'opposition d'exprimer, dans le respect des lois régissant les manifestations publiques, ses points de vue. Selon des indiscrétions, des discussions de couloirs ont été entamées entre le pouvoir et l'opposition afin de donner plus de chance au prochain dialogue qui s'ouvrira incessamment.

Des surenchères inopportunes ?

Au moment où toutes les initiatives concourent à l'ouverture d'un dialogue franc et sincère, les extrémistes des deux bords font des surenchères inopportunes. L'opposition brandit toujours la menace des manifestations de rues. Elle devrait saisir la main tendue du pouvoir pour une résolution définitive de la crise. Les dernières marches ont établi un rapport de forces. Le dialogue doit maintenant clarifier les positions

et les points de vue. Les manifestations des 7, 8 et 9 novembre prochains sont inopportunes voire inciviques dans le contexte actuel. De même l'aile dure du pouvoir continue d'agiter l'épouvantail du référendum. Il serait opportun voire judicieux, pour le pouvoir, de sursoir à son projet de référendum économiquement coûteux même si c'est l'expression la plus démocratique des décisions politiques dans la cité. Et le pouvoir et l'opposition donneraient plus de chance de réussite au dialogue en gestation. Si tant est que chacun pense faire vraiment le bonheur du peuple togolais. C'est l'ultime sacrifice que l'immense majorité des togolais silencieux demandent par leur silence assourdissant aux extrémistes des deux bords afin d'éviter à notre cher pays les affres des violences inutiles.

SENA LE LIBRE PENSEURFête de la Toussaint

Un business fructueux autour des morts

Les chrétiens catholiques ont célébré hier leurs saints. Comme à l'accoutumée, cette célébration est jumelée avec la fête des morts célébrée aujourd'hui. Pendant cette période, un business juteux s'improvise autour des cimetières, et chacun cherche à faire un bon chiffre d'affaire.

En période de la fête des morts, les grands bénéficiaires sont les décorateurs et les vendeurs de fleurs, de gerbe et de croix. Ils se positionnent juste à côté des tombes pour vendre leurs produits à des familles qui veulent bien redonner de l'éclat aux tombes de leurs illustres disparus.



Les autres bénéficiaires de la fête des morts sont les peintres, les maçons et les vendeurs de marbres. Ils rodent autour des cimetières pour proposer leurs prestations aux éventuels clients. A l'issue de la célébration, plusieurs s'en sortent avec un chiffre d'affaire important. Comme on le dit souvent, le malheur des uns fait le bonheur des autres.

La RédactionRéorganisation du partir UNIR

Un signal fort pour l'opposition togolaise

Depuis le 29 octobre dernier, UNIR est devenu un vrai parti doté d'un bureau digne de ce nom. Depuis sa création, il y a 5 ans déjà à Atakpamé, l'opposition ne cessait de dire qu'il n'est pas un parti légal. Effecti-



vement, l'absence du congrès a causé beaucoup de préjudices au parti. En effet, les décisions allaient dans tous les sens quand il était question de faire face à un problème important. On se rappelle encore comment les responsables du parti ont été surpris par la marche du PNP le 19 août 2017. Dans la panique, ils ont même interrompu la connexion internet causant alors une perte énorme à l'économie du pays.

Désormais, UNIR est doté d'une bonne structure. Il est par conséquent apte à réagir face aux éventuelles difficultés. L'opposition

aura sur sa voie un parti au pouvoir qui parlera d'une seule voix. Elle n'aura donc pas la possibilité de jouer sur les sorties médiatiques ratées de certains responsables zélés du parti. La remobilisation des militants et la réorganisation du parti UNIR constituent alors un signal fort pour l'opposition. Au lieu de continuer à perdre son énergie à travers des marches infructueuses, elle doit plutôt chercher des stratégies pour faire face à un parti au pouvoir désormais plus que soudé.

La Rédaction3^{ème} revue annuelle de l'UEMOA

81% des réformes effectuées

Suite de la p 2

à la suite de la deuxième revue, le Togo a pris un certain nombre de mesures pour être en conformité avec la vision de la commission. Ainsi de l'adoption de la loi portant égalité de traitement des étudiants étrangers ressortissants de l'UEMOA le 27 septembre 2017 ; l'adoption du décret

portant règlement général sur la comptabilité des matières appartenant à l'Etat et aux autres organismes publics le 4 mai 2016 ou encore l'adoption du décret portant institution et organisation du système d'information sur les accidents de circulation routière au Togo le 4 mai 2017.

Toutes ces actions en-

treprises par le gouvernement à en croire le directeur de cabinet Kofi Toffio, ont porté leur fruit puisque selon les statistiques sur un ensemble de 108 réformes engagées par l'Union, le taux de transposition se situe à 81%, soit 87 réformes effectuées.

Charles

FTF/Championnat D1 à 16 et D2 à 20

Népotisme et clientélisme au grand jour dans le football togolais

Ce n'est plus un secret de polichinelle les championnats à la Fédération Togolaise de football démarreront le 18 Novembre prochain mais contre toute attente et comme l'avait annoncé notre journal dans sa parution de jeudi dernier, le comité exécutif de la FTF a décidé de revoir à la hausse le nombre des clubs participants. La première division au lieu de 12 sera finalement jouée avec 16 équipes pendant que la deuxième division sera disputée avec 20 équipes au lieu de 16 prévus par les textes de la FTF. Et pour expliquer

ce passage en force et contre les textes le colonel Guy AKPOVY président de la FTF parle d'apaisement. "Notre souci est guidé par la volonté de faire rouler le cuir dans le respect des règles en la matière et surtout dans un climat de sérénité et sécurité pour tous" a déclaré le président de la FTF face à la presse avant de poursuivre qu'à la lumière du rapport de fin de championnats écoulés fourni par le Comité Exécutif au ministère en charge des sport et vu le rapport et les recommandations de l'expert de la FIFA qui était entre temps à Lomé,



à l'analyse du climat socio politique actuel dans notre football et enfin dans l'optique de permettre aux matchs qualificatifs des éperviers

pour la CAN 2019 de se dérouler dans la concorde et dans la sérénité la FTF après concertation avec le ministère en charge des sports décide que les championnats de D1 se déroulent avec 16 clubs en poule unique et la D2 en deux poules" Voilà les raisons

peu convaincantes que le patron du foot togolais a données au mépris des textes. Une autre décision qui a fait tiquer les observateurs lors de la conférence de presse est la levée de sanction d'Abou Ossé, un club relégué en troisième division par la commission de discipline après avoir tabassé et battu les sup-

porters de son adversaire Espoir lors d'un match du dernier championnat de deuxième division. Et cette levée est faite sans aucune démarche juridique.

On veut jouer des championnats avec des clubs pléthoriques sans être en mesure de se prononcer sur le montant de la subvention. Et à Voir tout ceci certains observateurs se demandent déjà si le bureau de AKPOVY est venu pour corriger les choses ou plutôt nuire au foot togolais. On se rend alors compte que ce bureau par cette attitude veut cultiver le clientélisme et nepotisme. Une attitude qui va contribuer à nuire sans nul doute la relance tant attendue du sport roi de notre pays.

Waraa

Kenya: la stratégie d'Odinga pour contester la réélection de Kenyatta

Au Kenya, l'opposant Raïla Odinga ne reconnaît pas la réélection du président Kenyatta. Le chef de la coalition Nasa a dévoilé sa stratégie. Une stratégie complexe, alors qu'il a promis que le résultat de cette élection finirait par être annulé.

C'est une stratégie sur le long terme qu'a présentée Raïla Odinga. Pour cela, une série d'organes sera chargée d'organiser son programme national de résistance, une branche de sa coalition Nasa organisera des boycotts économiques ou encore des manifestations.

L'opposant a aussi annoncé la création d'une assemblée du peuple où se mélangeront des travailleurs, la société civile, des religieux, des femmes ou encore des jeunes. A l'intérieur de ce forum, un groupe de travail se focalisera sur les faiblesses dans la gouvernance du pays, dans les institutions, dans les agences de sécurité ou encore dans l'utilisation de l'argent



public. Beaucoup de questions sans réponse Pour autant, cette stratégie laisse une impression d'inachevée. Quid des recours judiciaires devant la Cour suprême ? Raïla Odinga n'a rien dit. Les élus d'opposition expliquent que n'importe quel citoyen peut déposer un dossier, sans être clairs sur les intentions de la Nasa.

La stratégie a pour objectif d'obtenir des élections libres et crédibles, mais pour quand ? Dans les trois mois, comme il l'avait de-

mandé il y a quelques jours ou pour 2022 ? Là encore, pas de réponse du chef de l'opposition. Sa stratégie vise aussi à harceler le pouvoir, à le mettre sous pression pour obtenir des réformes. Mais la Nasa en a-t-elle les moyens alors qu'elle est minoritaire à l'Assemblée ? Beaucoup de militants sont prêts à suivre les consignes données par Raïla Odinga, mais mardi après son discours, l'un d'eux confiait qu'il ne savait pas quelle attitude adopter.

RFI

Liste des Eperviers du Togo

La Fédération Togolaise de Football (FTF) a décidé d'occuper la sélection nationale dans le cadre des journées FIFA et en faveur des préparatifs comptant pour la prochaine journée des éliminatoires de la CAN 2019. C'est dans cette démarche que deux rencontres amicales sont prévues. Une le 9 Novembre contre une sélection locale et la seconde le 12 Novembre face à l'île Maurice à Lomé. Voici la Liste des joueurs retenus par Claude Leroy liste publiée lundi dernier.

- Gardiens:** ALHASSANI Dida Fatao (LIBERTY-GHANA), BASSADJERI Sabirou (GBIKINTI-TOGO);
Defenseurs: DJENE Dakonam (GETAFE-ESPAGNE), ISSIFOU Bourahana (AS TOG PORT-TOGO), KOUDO Timothee (PLANETE-TOGO), KOULOUN Maklibe (DYTO-TOGO), LAWSON Steve (NEUCHATEL XAMAX - SUISSE), OUSAMA Hakim (AS TOGO-PORT-TOGO), OUSAKORIKO Sadate (AMAZULU- AFRIQUE DU SUD);
Milieux: ACOLATSE Charles (FORESTA SUCEAVA - ROUMANIE), ATAKORA Lalawe (ADANA DEMIRSPOR-TURQUIE), ATCHOU Franco (ENYIMBA-NIGERIA), AYITE Floyd (FULHAM-ANGLETERRE), BEBOU Ihlas (HANOVRE 96 - ALLEMAGNE), DOSSEVI Matthieu (FC METZ-FRANCE), YENOUSSE Guillaume (DYTO-TOGO);
Attaquants: ADEBAYOR Emmanuel (BASAKSEHIR-TURQUIE), LABA Kodjo Fo-Doh (R.S BERKANE-MAROC), MLAPA Peniel (DRESDEN-ALLEMAGNE), PLACCA Fessou (KFCO B. Wilrijk - Belgique).



Togotelecom

COMMUNIQUE

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTEL E QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIE NT A DEUX OPTIONS :

- 1- PYZEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE * 145*6*3*2*1#
- 2- PYZEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE * 145*6*3*2*2#

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT D OIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGL E SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

N° 7596/17 CNSS/DG/DAIICE/DRI/DFC-DCRP

COMMUNIQUE DU DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE NATIONALE PE SECURITE SOCIALE RELATIF AU REVERSEMENT DES COTISATIONS . SOCIALES AUX ENSEIGNANTS AUXILIAIRES

En application de la recommandation n° 2 de la cellule ad hoc créée par arrêté n° 2017-003/PMRT du 20 mars 2017 et placée auprès du ministre de la fonction publique, du travail et de la réforme administrative pour régler les questions de cotisations ou de prélèvements opérés sur les salaires de certains enseignants auxiliaires avant leur reversement dans le cadre des fonctionnaires, le Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale informe les enseignants ' auxiliaires concernés que l'opération de rétrocession des prélèvements sera ' effective sur l'ensemble du territoire national du **mercredi 18 octobre 2017 au lundi 18 décembre 2017 aux guichets de tous les bureaux de la Société des Postes du Togo (SPT).**

Le Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité sociale tient à souligner que cette opération ne concerne que :
- les enseignants auxiliaires actifs, retraités ou décédés qui ont fini de payer les retenues rétroactives à la Caisse des Retraites du Togo (CRT) au nombre de mille quatre cent soixante-quatre (1464) ;
- les enseignants auxiliaires dont le paiement des retenues rétroactives est en cours à la Caisse des Retraites du Togo (CRT) au nombre de quatre mille quarante-huit (4 048), soit un effectif total de 5512 enseignants auxiliaires.

Les intéressés sont invités à se présenter aux niveaux des bureaux de la Société des Postes du Togo (SPT) sur l'ensemble du territoire national, munis de leur pièce d'identité en cours de validité.

NB : la liste détaillée des concernés sera affichée au sein des Divisions Régionales de la CNSS et des bureaux de la Société des Postes du Togo (SPT) sur l'ensemble du territoire national.

Fait à Lomé le2017

16 OCT 2017

Le Directeur Général
IBRA AWADE

Route d'Atskpamé 1 BP 69 Lomé 1 et 1 BP 199 Lomé 1 LOME - TOGO Tél: (228) 22 25 96 96 Télécopie : (228) 22 51 99 26

BIA-TOGO 00135280001 - 64

CCP - LOME 6310002011001000

UTB 310040544004000

24 Nov.
11 Déc.
2017

14^{ème}
Foire
Internationale de
LOME

Foire de toutes les opportunités



Thème : Le numérique au service des affaires



CETEF - LOME

BP: 10056 Lomé - Togo

Tél:(00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37

Site web: www.cetef.tg / E-mail: cetefome@cetef.tg